

Débat thématique - Sécurité

Groupe communiste – Aymeric Seassau, adjoint au Maire

Madame le Maire, Cher-e-s collègues,

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'opposition municipale pour sa proposition de débat portant sur la sécurité à Nantes après l'abomination des assassinats du 13 novembre dernier.

Parce que notre pays a été profondément marqué par la nature et la violence de ces attentats, parce qu'ils ont concerné près de 500 victimes dont 130 morts, parce que les barbares ont frappé dans ces lieux de vie et de culture où se retrouve notre belle nation, libre, diverse, tumultueuse, tous et chacun en sont profondément marqués.

Dans ce contexte, nous avons la responsabilité de faire œuvre utile. Nous devons nourrir des débats responsables, contribuer à repérer les causes construire les réponses appropriées, tant au plan international que national. Et immédiatement, parce que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent le pacte Républicain sont aujourd'hui attaquées. Elles nécessitent de rejeter ensemble avec la plus grande fermeté la haine, les racismes, les discours islamophobes, les amalgames et la stigmatisation. Alors il nous faut comprendre. Comprendre et agir.

En premier lieu, tirer les leçons du passé et des guerres menées par diverses coalitions des forces de l'OTAN depuis 15 ans au Moyen-Orient et en Afrique qui ont accéléré le chaos et fertilisé l'emprise actuelle des terroristes. Il faut frapper Daesh en préparant la paix, la résolution diplomatique des conflits de la région et ce ne sera possible que si la France retrouve une voix forte, libre et indépendante.

Bien sur, l'urgence est à la protection de tous et de chacun.

De ce point de vue, l'État d'urgence, dont on mesure déjà les dangers, ne pourra être éternellement reconduit. Il était clairement nécessaire mais nous n'acceptons pas qu'il puisse être prétexte à des assignations à résidence de militants écologistes de la même manière qu'il nous est insupportable et révoltant que des syndicalistes puissent être traité comme des criminels de droit commun.

Le pacte républicain doit donner droit à la sécurité, pour tous. Ce n'est pas un hasard si les révolutionnaires de 1793 ont inscrit dès l'article 8 de leur constitution « La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés. » Or, de la même manière qu'on ne prête qu'aux riches, c'est trop souvent les plus défavorisés qui sont confrontés aux problèmes d'incivilité et de criminalité. Et c'est précisément parce que nous prenons ce sujet particulièrement au sérieux qu'il doit être préservé des coups de mentons et des solutions démagogiques.

Peut on sérieusement penser résoudre les problèmes par le petit bout d'une lorgnette, fut elle vidéo ou par un équipement supplémentaire, fut-il légal?

En l'état, la création de près de 10 000 postes annoncée dans la Police et la Gendarmerie, la justice, les douanes sont autant de mesures utiles qui démontrent à nouveau que l'avenir ne se prépare pas en réduisant le nombre de fonctionnaires. Les moyens humains d'abord, en quelque sorte.

Les dispositifs se mettent en place à tous les niveaux national comme local. Ils appellent au sens des responsabilités.

La lutte contre le banditisme et le crime sont des compétence de l'État et de la Police Nationale, garante de l'égalité de protection sur tous les territoires, pas celui de la Ville dont nous avons vu ce matin ensemble qu'elle prend toutes ces responsabilités avec le Contrat d'Action Territorial de Tranquillité Publique et la convention de coordination entre la Police

Nationale et la Police Municipale pour œuvrer à la Tranquillité Publique des Nantaises et Nantais.

Avec une maison de la tranquillité publique, avec l'ambition de renforcer la police municipale, nous voulons innover et rester à l'offensive. Nous croyons nous, à la coopération, à la complémentarité, à l'effort collectif le plus fort de tous les pouvoirs publics dans la souveraineté et les compétences de chacun.

Et nous croyons, enfin, à la formidable force de l'idéal républicain à condition de refonder son pacte social et citoyen pour que chacun retrouve confiance dans la maison commune, dans sa solidarité fraternelle, dans son exigence d'égalité, dans son invincible aspiration à la liberté d'agir, de créer, de croire et de penser, fidèles en cela à la sagesse de Victor Hugo: «C'est une chose étrange à quel point la sécurité de la conscience donne la sécurité du reste.».